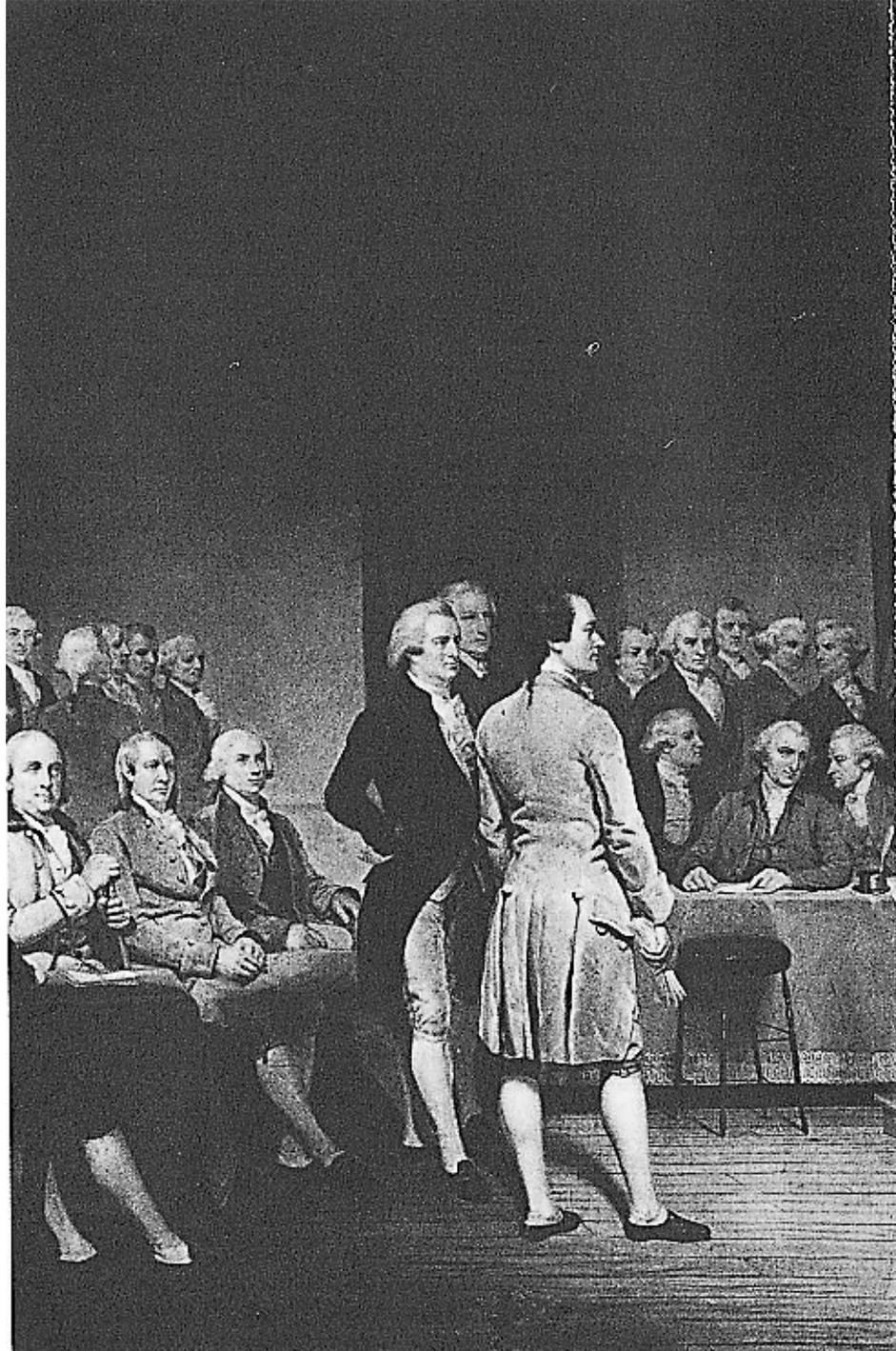
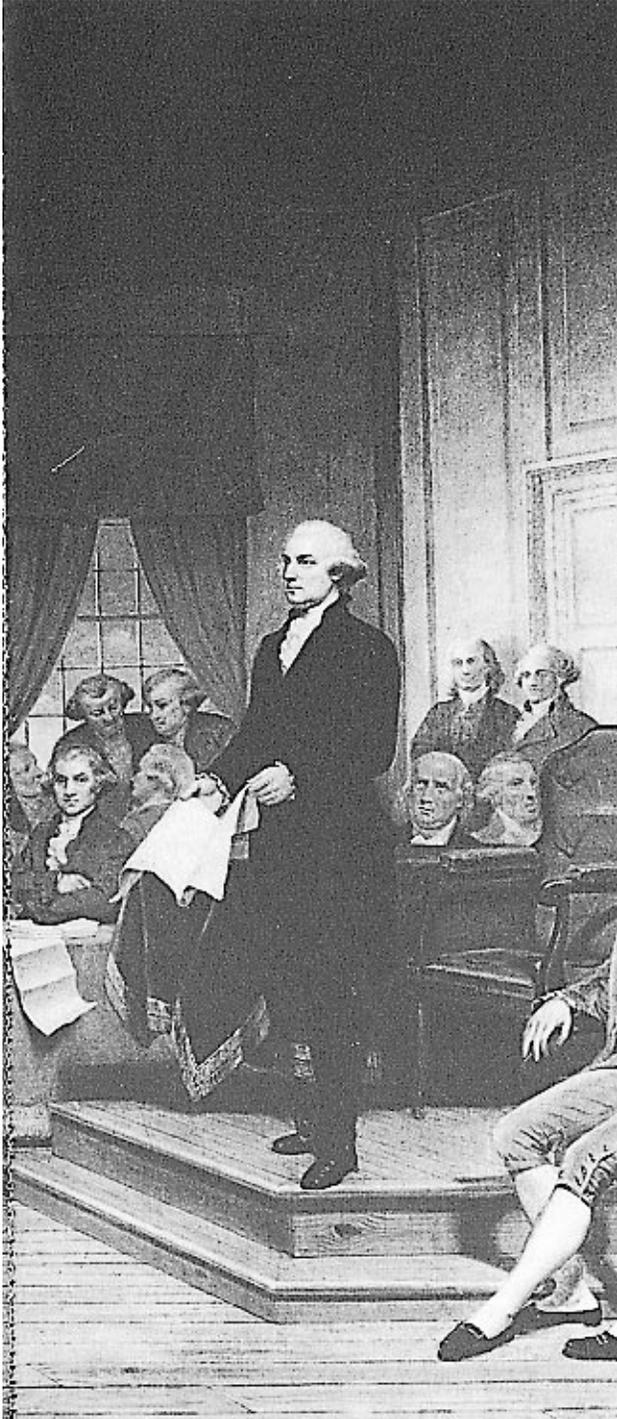


Discours de George Washington devant la Convention constituante à Philadelphie, 1787.





---

ESQUISSE DE  
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS  
CHAPITRE QUATRE

---

# IV

---

**LA  
CONSTITUTION  
D'UN  
GOUVERNEMENT  
NATIONAL**

---

«TOUS LES HOMMES,  
TOUS LES GROUPES  
D'HOMMES EXISTANT  
EN CE MONDE, ONT  
LE DROIT DE  
SE GOUVERNER  
EUX-MEMES.»

---

Thomas Jefferson, 1790

**LES  
CONSTITUTIONS  
DES ETATS**

Le succès de la guerre d'Indépendance offrit aux Américains l'occasion de donner une forme juridique à leurs idéaux tels qu'ils étaient énoncés dans la Déclaration d'Indépendance et de satisfaire certaines de leurs revendications grâce aux constitutions des Etats. Dès le 10 mai 1776, le Congrès avait adopté une résolution recommandant aux colonies d'établir de nouveaux gouvernements, «organisés en la forme leur paraissant la plus propre à donner bonheur et sécurité aux gouvernés». Plusieurs colonies l'avaient déjà fait et, dans l'année qui suivit la Déclaration d'Indépendance, tous les Etats sauf trois s'étaient dotés d'une constitution.

Ces nouvelles chartes révélaient l'influence des idées démocratiques. Aucune ne rompait de manière radicale avec le passé, car elles s'appuyaient toutes sur l'assise solide de l'expérience coloniale et des coutumes anglaises. Mais chacune d'elles puisait aussi son inspiration dans l'esprit républicain, idéal que prônaient depuis longtemps les philosophes des Lumières.

Tout naturellement, les auteurs de ces constitutions cherchèrent avant tout à garantir les «droits inaliénables» dont la violation par l'Angleterre avait poussé les anciennes

colonies à rompre avec la Couronne. C'est pourquoi chacune commençait par une déclaration des droits (*bill of rights*). Celle de la Virginie, qui servit de modèle à toutes les autres, énonçait certains principes – souveraineté du peuple, renouvellement des titulaires de charges, convocation d'élections libres – et énumérait certains droits fondamentaux : le droit pour les accusés d'être laissés en liberté moyennant le versement d'une caution modique, le droit d'exiger que les châtiements soient humains, que le jugement intervienne rapidement et se déroule devant un jury, la liberté de la presse, la liberté religieuse et le droit pour la majorité de réformer ou de modifier le gouvernement.

D'autres Etats élargirent le champ des libertés, de manière à y inclure la liberté d'expression, de réunion et de pétition ; étaient aussi souvent mentionnés le droit de porter des armes, la garantie de l'*habeas corpus*, l'inviolabilité du domicile et l'égalité de tous devant la loi. Par ailleurs, toutes les constitutions reconnaissaient le principe de la séparation des pouvoirs – l'exécutif, le législatif et le judiciaire – chacun servant de frein et de contrepoids aux deux autres.

La constitution de la Pennsylvanie allait plus loin encore. Dans cet Etat, les artisans de Philadelphie, les pionniers irlandais d'origine écossaise ainsi que les agriculteurs de langue allemande étaient majoritaires. Le congrès provincial adopta une constitution qui permettait à tout contribuable de sexe masculin et à ses fils de voter ; elle exigeait le renouvellement périodique des représentants ; elle instituait un régime où le pouvoir législatif était détenu par une seule assemblée.

Les constitutions des Etats souffraient toutefois de défauts patents. Si elles visaient à garantir les droits naturels, elles n'accordaient pas à tous les citoyens le plus important d'entre eux : le droit à l'égalité. Les colonies situées au sud de la Pennsylvanie ne reconnaissaient pas à leurs esclaves les droits inaliénables de tout être humain. Les femmes n'avaient aucun droit politique. Aucun Etat ne s'aventura à instituer le suffrage universel masculin, et dans ceux-là même qui autorisaient tous les contribuables à voter (le Delaware, la Caroline du Nord, la Georgie et la Pennsylvanie), il fallait, pour être éligible, posséder un minimum de biens.

**LES ARTICLES  
DE CONFÉDÉ-  
RATION**

La lutte contre l'Angleterre avait beaucoup contribué à faire évoluer l'attitude des colons. Refusant de céder la moindre parcelle de leur autonomie à un autre corps constitué, même si elles l'avaient elles-mêmes élu, les assemblées locales avaient rejeté le Projet d'Union proposé à Albany en 1754. Pourtant, durant la guerre d'Indépendance, l'assistance mutuelle avait fait la preuve de son efficacité, et la crainte qu'avait chaque colonie de se dessaisir de son pouvoir propre s'était dans une large mesure atténuée.

John Dickinson avait rédigé les «Articles de Confédération et d'Union permanente» en 1776. Adoptés par le Congrès continental en novembre 1777, ils entrèrent en vigueur en 1781, après avoir été ratifiés par tous les Etats. Le cadre gouvernemental ainsi mis en place présentait nombre de lacunes. Le gouvernement national n'avait pas le pouvoir de lever des impôts, de réglementer le commerce, ni de percevoir, au besoin, des droits de douane. Il ne garantissait pas l'unité d'action en matière de relations internationales : certains Etats avaient entamé, pour leur propre compte, des négociations avec des pays étrangers. Neuf Etats avaient mis sur pied leur armée, et plusieurs autres possédaient leur propre flotte. Un mélange hétéroclite de pièces et de billets émis par les Etats et le gouvernement national avait cours dans la Confédération, et leur valeur se dépréciait rapidement.

Du fait des difficultés économiques consécutives à la guerre, les appels au changement se multipliaient. La fin des hostilités avait porté un coup sérieux aux négociants qui avaient approvisionné les armées des deux côtés et qui avaient perdu les avantages jadis offerts par le système commercial britannique. Les mesures douanières prises par les Etats favorisaient les marchandises américaines, mais elles manquaient de cohérence. Il devenait indispensable de mettre en place un gouvernement central plus fort, capable d'appliquer une politique uniforme.

La situation des agriculteurs était la plus dramatique. L'offre de denrées agricoles excédait la demande ; des troubles éclataient parmi les exploitants endettés, qui réclamaient des mesures de protection énergiques contre la saisie de leurs propriétés hypothéquées et contre l'emprisonnement pour dettes. Les tribunaux étaient surchargés de

procès à l'encontre des débiteurs. Tout au long de l'été 1786, des conventions populaires et des réunions officielles furent organisées dans plusieurs Etats pour demander la réforme de leurs administrations respectives.

Dans le Massachusetts, au cours de l'automne 1786, des foules d'agriculteurs conduites par Daniel Shays, ancien capitaine de l'armée, firent usage de la force pour empêcher les juges de siéger dans les tribunaux des comtés et de prononcer des condamnations à l'encontre des débiteurs. En janvier 1787, ayant constitué une troupe de 1 200 hommes, ils prirent la route de l'arsenal fédéral à Springfield. Les rebelles, armés principalement de fourches et de bâtons, furent repoussés par un petit détachement de la milice de l'Etat ; le général Benjamin Lincoln arriva alors de Boston avec des renforts et mit en déroute les restes de l'armée de Shays qui s'enfuit au Vermont. Quatorze rebelles furent condamnés à mort, mais pour finir certains furent graciés, tandis que les autres étaient libérés après un court séjour en prison. Une fois le soulèvement écrasé, une nouvelle assemblée sortie des urnes, dont la majorité des membres sympathisaient avec les rebelles, leur donna satisfaction sur certains points concernant leurs problèmes d'endettement.

---

**LE PROBLEME  
DE  
L'EXPANSION** **A** la fin de la guerre d'Indépendance, les Etats-Unis se retrouvèrent face au vieux problème de l'Ouest, avec toutes ses complications concernant les terres, le commerce des fourrures, les Indiens, la colonisation et l'administration de ces territoires. Attirés par la richesse sans pareille des terres qui s'offraient à eux, les pionniers franchirent en masse les Appalaches. Dès 1775, les avant-postes éloignés, échelonnés le long des voies fluviales, comptaient plusieurs dizaines de milliers de pionniers. A des centaines de kilomètres du pouvoir central qui gouvernait dans l'Est, les habitants mirent en place leurs propres administrations. Les colons venus du littoral poursuivaient leur route vers les fertiles vallées fluviales, les forêts de feuillus et les prairies ondulées de l'intérieur. En 1790, plus de 120 000 personnes vivaient de l'autre côté des Appalaches.

Avant la guerre, nombre de colonies avaient émis des prétentions, parfois contradictoires, sur les vastes territoires situés au-delà des Appalaches. Pour ceux qui ne pouvaient en faire autant, ces richesses foncières semblaient inégalement réparties. Au nom de ce dernier groupe, le Maryland présenta une résolution qui tendait à transformer les terres de l'Ouest en une propriété commune que le Congrès diviserait en Etats libres et autonomes. L'idée fut reçue avec un enthousiasme mitigé. Néanmoins, en 1780, l'Etat de New York donna l'exemple en cédant aux Etats-Unis ses droits sur les territoires qu'il pouvait revendiquer. En 1784, la Virginie, dont les prétentions étaient les plus grandes, renonça à tous les territoires situés au nord de l'Ohio. D'autres Etats suivirent cet exemple, et il apparut que le Congrès allait entrer en possession de l'ensemble des terres situées au nord de l'Ohio et à l'ouest des monts Allegheny. Cette mise en commun de millions d'hectares constituait la preuve la plus tangible de la naissance d'un sentiment national et d'une volonté unitaire servant de fondements à l'idée de souveraineté nationale. En même temps, le problème posé par ces vastes étendues exigeait une solution.

Les Articles de Confédération fournirent la réponse, car un système d'autonomie politique limitée (établi par l'ordonnance du Nord-Ouest, de 1787) prévoyait que l'ensemble des territoires du Nord-Ouest, formant au début un seul district, serait placé sous l'autorité d'un gouverneur et de juges nommés par le Congrès. Dès que la population comprendrait 5 000 citoyens libres, de sexe masculin et en âge de voter, elle disposerait d'un corps législatif bicaméral dont elle élirait la chambre basse. En outre, elle pourrait alors envoyer au Congrès un délégué sans droit de vote.

Ce territoire devait ensuite être divisé en Etats, au minimum trois et au maximum cinq. Chacun d'eux serait admis au sein de l'Union «sur le même pied que les Etats fondateurs» dès qu'il compterait plus de 60 000 habitants libres. L'ordonnance garantissait les droits et libertés civiques des habitants, encourageait l'instruction et assurait qu'il «n'y aurait ni esclavage ni servitude involontaire dans ledit territoire».

Cette nouvelle politique répudiait le concept consacré établissant que les colonies n'existaient qu'au profit de la

mère patrie et demeuraient sous sa subordination politique et sociale. S'y substituait désormais le principe selon lequel les colonies, étant tout simplement le prolongement de la nation, jouissaient de tous les avantages de l'égalité, non par privilège mais de plein droit. L'esprit éclairé qui avait dicté l'ordonnance du Nord-Ouest jetait du même coup les bases de la politique domaniale du gouvernement fédéral.

---

**LA  
CONVENTION  
CONSTITUANTE** **A** propos de la période qui s'était écoulée entre le traité de Paris et la rédaction de la Constitution, George Washington a écrit que les Etats étaient alors unis par un «filin de sable». En 1786, le litige qui opposait le Maryland à la Virginie quant à la navigation sur le Potomac provoqua la convocation d'une conférence des représentants de cinq Etats à Annapolis, dans le Maryland. L'un des délégués, Alexander Hamilton, parvint à convaincre ses collègues que le commerce était trop lié à d'autres questions politiques et économiques, et que la situation était trop grave pour être examinée par un groupe si peu représentatif.

Il suggéra d'inviter tous les Etats à nommer des représentants qui se réuniraient, dès le printemps suivant, à Philadelphie. Le Congrès continental s'indigna d'abord de cette démarche hardie, mais ses protestations cessèrent lorsqu'il apprit que la Virginie avait élu George Washington comme délégué. Durant l'automne et l'hiver suivants, des élections eurent donc lieu dans tous les Etats – sauf le Rhode Island.

Ce fut une assemblée de notables qui se réunit en convention fédérale à Philadelphie, en mai 1787. Les législateurs des Etats y avaient délégué des personnalités de premier plan, fortes d'une expérience acquise dans l'administration des Etats et des colonies, voire au Congrès, dans la magistrature ou dans l'armée. Considéré comme le citoyen le plus éminent du pays, en raison de son intégrité et de ses qualités de chef militaire, George Washington fut nommé président de la Convention.

Deux Pennsylvaniens étaient parmi les délégués les plus actifs : Gouverneur Morris, qui voyait clairement la nécessité d'un gouvernement national, et James Wilson, qui œuvra in-

lassablement en faveur de l'idée nationale. La Pennsylvanie avait également élu Benjamin Franklin, parvenu presque au terme de son extraordinaire parcours politique et scientifique. La Virginie avait choisi James Madison, jeune homme d'Etat au sens pratique, passionné de politique et d'histoire, salué aujourd'hui comme le «Père de la Constitution.»

Le Massachusetts avait délégué Rufus King et Elbridge Gerry, jeunes hommes capables et expérimentés. Roger Sherman, ancien cordonnier promu au rang de juge, était l'un des représentants du Connecticut. De l'Etat de New York venait Alexander Hamilton, initiateur de la Convention. Thomas Jefferson, ambassadeur en France, et John Adams, ambassadeur en Grande-Bretagne, étaient absents. Sur les cinquante-cinq délégués présents, les jeunes étaient en majorité, l'âge moyen étant de quarante-deux ans.

La Convention avait été autorisée uniquement à élaborer des amendements aux Articles de Confédération, mais, comme l'écrivit Madison plus tard, les délégués, «résolument confiants en leur pays», laissèrent de côté les Articles et se mirent à édifier un régime politique entièrement nouveau.

Ils se rendirent compte qu'il leur fallait avant tout concilier deux pouvoirs différents : le pouvoir des autorités locales, qu'exerçaient déjà les treize Etats semi-indépendants, et celui du futur gouvernement central. Ils adoptèrent un principe selon lequel les fonctions et les pouvoirs du gouvernement national étant chose nouvelle et revêtant un caractère général, voire global, ils devaient être soigneusement définis et énoncés, alors que tout le reste pouvait passer pour être du ressort des Etats. Conscients cependant du fait que le gouvernement central devait disposer d'un pouvoir réel, les délégués acceptèrent aussi, de façon générale, de l'habiliter – entre autres – à battre monnaie, à réglementer le commerce, à déclarer la guerre et à faire la paix.

---

**DEBAT ET  
COMPROMIS**

Les hommes d'Etat du XVIII<sup>e</sup> siècle qui se réunirent à Philadelphie étaient partisans de l'équilibre des pouvoirs tel que le préconisait Montesquieu. L'expérience coloniale justifiait pleinement cette attitude ; les écrits de Locke, que connais-

saient bien la plupart des délégués, la corroboraient. Ainsi s'imposa la conviction selon laquelle il convenait d'établir un gouvernement constitué de trois pouvoirs égaux et coordonnés. Ces pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – devaient être si harmonieusement équilibrés qu'aucun d'entre eux ne pourrait prévaloir sur les deux autres. Les délégués décidèrent également que le pouvoir législatif, à l'instar des assemblées coloniales et du Parlement britannique, comprendrait deux chambres.

Sur ces divers principes, l'unanimité régnait, mais de graves divergences surgirent quant à leur mise en œuvre. Les représentants des petits Etats (ceux du New Jersey, par exemple) s'opposaient aux changements susceptibles de réduire leur influence au sein du gouvernement national, en particulier si la représentation cessait d'être égale pour tous les Etats – comme l'avaient prévu les Articles de Confédération – pour devenir proportionnelle au nombre d'habitants.

En revanche, les représentants des Etats les plus vastes, comme la Virginie, défendaient le principe de la représentation proportionnelle. Le débat menaçait de s'éterniser, quand le délégué du Connecticut proposa une représentation proportionnelle à la Chambre des représentants et paritaire au Sénat.

Le différend qui avait dressé les uns contre les autres les grands et les petits Etats se trouva ainsi aplani. Mais presque tous les autres points suscitèrent de nouveaux problèmes que seuls pouvaient résoudre de nouveaux compromis. Les Etats du Nord voulaient inclure les esclaves dans le chiffre de la population déterminant la contribution de chaque Etat au budget fédéral, mais les exclure du calcul des sièges attribués à chaque Etat à la Chambre des représentants. Un compromis permit de calmer les esprits : la députation des Etats à la Chambre des représentants serait proportionnelle au nombre de ses citoyens libres augmenté des trois cinquièmes du nombre des esclaves.

Certains constituants, comme Roger Sherman et Elbridge Gerry, encore sous le coup de la révolte de Shays, redoutaient que la masse du peuple n'eût pas assez de sagesse pour se gouverner elle-même ; ils souhaitaient donc éviter l'élection directe par les citoyens pour les trois pouvoirs du

gouvernement fédéral. D'autres, au contraire, pensaient que le gouvernement national devait avoir une assise populaire aussi large que possible. Quant à l'Ouest, en plein essor, d'aucuns voulaient l'empêcher d'accéder au rang d'Etat, tandis que certains prônaient le principe de l'égalité établi par l'ordonnance du Nord-Ouest en 1787.

Par contre, aucune divergence sérieuse ne se manifesta sur les questions d'économie nationale, telles que la fonction du papier-monnaie, les lois relatives aux obligations contractuelles ou le rôle des femmes, exclues de la vie publique. Mais le besoin se fit sentir d'équilibrer les intérêts économiques des divers secteurs, de débattre du choix du chef de l'exécutif, de ses pouvoirs et de la durée de son mandat, de régler les problèmes posés par le statut des juges et la nature des tribunaux à instituer.

Au terme d'un été brûlant, la Convention parvint enfin à s'entendre sur un bref document qui définissait l'organisation du gouvernement le plus complexe que l'homme ait jamais conçu – un gouvernement souverain dans le cadre de sa sphère de compétence nettement limitée et clairement définie. La Convention donnait au gouvernement fédéral pleine autorité pour lever des impôts ; faire des emprunts ; établir des droits de douane et des taxes indirectes uniformes dans tout le pays ; battre monnaie ; fixer l'étalon des poids et mesures ; octroyer des brevets et protéger les droits d'auteur ; ouvrir des bureaux de poste et construire des routes pour acheminer le courrier. Le gouvernement national disposait aussi du pouvoir de lever et d'entretenir une armée et une marine nationales et de réglementer le commerce entre les Etats. On lui confia l'administration des affaires indiennes, ainsi que la conduite des affaires étrangères et de la guerre. Il pouvait adopter des lois concernant la naturalisation des étrangers et l'organisation des terres domaniales. Il était habilité à admettre de nouveaux Etats au sein de l'Union sur un pied d'égalité absolue avec les anciens. Le pouvoir d'adopter toutes lois appropriées et nécessaires à l'exercice de ces fonctions bien définies devait permettre au gouvernement fédéral de répondre aux besoins des générations à venir, comme à ceux d'un corps politique beaucoup plus étendu.

Le principe de la séparation des pouvoirs avait déjà fait

ses preuves dans la plupart des Etats. La Convention institua donc un système comportant trois pouvoirs distincts, le législatif, l'exécutif et le judiciaire, chacun servant de frein aux autres. Ainsi, les actes législatifs du Congrès ne pouvaient prendre force de loi avant d'avoir été approuvés par le président. Le président devait soumettre à l'approbation du Sénat les traités et les plus importantes de ses nominations. Il pouvait être mis en accusation (procédure de l'*impeachment*) par le Congrès et destitué. Le pouvoir judiciaire devait connaître de toutes les affaires ressortissant aux lois et à la Constitution ; les tribunaux étaient habilités à interpréter à la fois la loi fondamentale et les lois ordinaires. Mais les membres du pouvoir judiciaire, nommés par le président et confirmés par le Sénat, pouvaient eux aussi être mis en accusation par le Congrès.

Afin de mettre la Constitution à l'abri de toute modification hâtive, l'article 5 spécifiait que toute proposition d'amendement à la Constitution devait recueillir l'adhésion soit des deux tiers des deux chambres du Congrès, soit des deux tiers des Etats, réunis en convention. En outre, ces propositions devaient être ratifiées soit par les assemblées législatives des trois quarts des Etats, soit par la voie de conventions réunies dans les trois quarts des Etats, selon la méthode retenue par le Congrès.

Finalement, la Convention s'attaqua au problème essentiel, à savoir comment faire respecter concrètement les pouvoirs octroyés au nouveau gouvernement ? Sur le papier, les Articles de Confédération attribuaient au gouvernement national des pouvoirs étendus, mais, en pratique, ils n'avaient servi à rien, car les Etats n'en tenaient aucun compte. Que fallait-il faire pour épargner le même sort au nouveau gouvernement ?

La plupart des délégués proposèrent d'emblée une seule solution : l'usage de la force. Mais il apparut rapidement que cette méthode détruirait l'Union. Il fut donc décidé que le gouvernement devrait agir non sur les Etats, mais sur leur population, et légiférer au nom et à l'intention de tous les individus établis dans le pays. La Convention adopta donc deux dispositions succinctes mais extrêmement importantes qui allaient devenir la pierre angulaire de la Constitution :

*Le Congrès aura le pouvoir... de faire toutes les lois nécessaires et convenables pour mettre à exécution les pouvoirs... conférés par la présente Constitution au Gouvernement des Etats-Unis... (Art. 1, section 8)*

*La présente Constitution, ainsi que les lois des Etats-Unis qui en découleront, et tous les traités déjà conclus, ou qui le seront, sous l'autorité des Etats-Unis, seront la loi suprême du pays ; et les juges dans chaque Etat seront liés par les susdits, nonobstant toute disposition contraire de la Constitution ou des lois de l'un quelconque des Etats. (Art. 6)*

Ainsi, les lois des Etats-Unis devinrent applicables dans les tribunaux fédéraux, par l'intermédiaire de leurs juges et de leurs *marshals*, aussi bien que dans les tribunaux des Etats, par l'intermédiaire des juges et des magistrats locaux.

La controverse sur les intentions des rédacteurs de la Constitution n'est pas close. En 1913, Charles Beard soutenait que les Pères fondateurs pouvaient tirer avantage de la stabilité imposée par un gouvernement national puissant et autoritaire, parce qu'ils possédaient d'importantes quantités de bons du Trésor dépréciés. Pourtant, le «Père de la Constitution», James Madison, n'en détenait pas, alors que certains adversaires de la Constitution étaient porteurs de quantités de valeurs et de bons garantis par l'Etat. Certes, les intérêts économiques ont joué un rôle dans le débat mais ni plus ni moins que les intérêts idéologiques, ceux de certains groupes ou de certains Etats. L'idéalisme comptait autant. En dignes fils des Lumières, les Pères fondateurs ont conçu un gouvernement qui, ils en étaient convaincus, favoriserait la liberté individuelle et la vertu publique. Les idéaux contenus dans la Constitution des Etats-Unis sont un élément capital de l'identité nationale américaine.

---

**LA  
RATIFICATION  
ET LA  
DECLARATION  
DES DROITS** Le 17 septembre 1787, au terme de seize semaines de délibérations, la Constitution définitive fut signée par trente-neuf des quarante-deux délégués présents. Franklin, montrant du doigt le demi-soleil peint en or brillant sur le dossier du fauteuil qu'occupait Washington, déclara alors :

*Maintes fois, au cours de cette session... j'ai contemplé cela, derrière le Président, sans pouvoir dire si c'était un soleil levant ou un soleil couchant ; mais à présent, enfin, j'ai le bonheur de savoir que c'est un soleil levant et non un soleil couchant.*

La Convention était terminée. Cependant, avant l'entrée en vigueur de la Constitution, il fallait obtenir l'accord des conventions des Etats, élues au suffrage populaire. La Convention avait décidé que la Constitution entrerait en vigueur dès qu'elle aurait été ratifiée par neuf des treize Etats. En juin 1788, le nombre requis était atteint, mais deux Etats importants, la Virginie et l'Etat de New York, s'étaient abstenus, et la plupart des gens estimaient que, sans leur soutien, la Constitution ne serait jamais observée. Beaucoup considéraient qu'elle présentait bien des dangers : le gouvernement central fort qu'elle établissait n'allait-il pas être tyrannique, les accabler d'impôts et les entraîner dans des guerres ?

Les divergences de vues sur ces questions donnèrent naissance à deux partis, les fédéralistes, partisans d'un gouvernement central fort, et les antifédéralistes, qui préféreraient une association souple d'Etats séparés. Des débats passionnés les opposèrent dans la presse, sur les bancs des assemblées législatives et lors des conventions réunies par les Etats.

En Virginie, les antifédéralistes attaquèrent le régime qu'on leur proposait en contestant la première phrase de la Constitution : «Nous, Peuple des Etats-Unis». D'après eux, si la Constitution ne mentionnait pas les noms de chacun des Etats, un par un, ceux-ci ne seraient pas en mesure de conserver leurs droits ou pouvoirs individuels. Les antifédéralistes virginiens se rangeaient derrière Patrick Henry, le principal porte-parole des paysans de l'arrière-pays effrayés par les pouvoirs conférés au nouveau gouvernement central. Les délégués hésitants se laissèrent convaincre par une proposition de la convention de Virginie recommandant l'adoption d'une déclaration des droits (*bill of rights*), et les antifédéralistes finirent par se joindre aux fédéralistes pour ratifier la Constitution le 25 juin.

A New York, Alexander Hamilton, John Jay et James Madison appelaient à la ratification de la Constitution dans une

série d'articles rassemblés sous le titre *The Federalist Papers* (*Le Fédéraliste*). Ces essais, publiés dans des journaux new-yorkais, avançaient un argument désormais classique en faveur d'un gouvernement central fédéral composé de trois pouvoirs distincts – législatif, exécutif et judiciaire – jouant le rôle de freins et de contrepoids. Les délégués de l'Etat de New York, influencés par les thèses soutenues dans *Le Fédéraliste*, finirent par ratifier la Constitution, le 26 juillet.

L'hostilité que leur inspirait la mise en place d'un gouvernement central fort n'était pas le seul motif de préoccupation pour les adversaires de la Constitution : nombre d'entre eux se demandaient si la Constitution protégerait convenablement les droits et les libertés individuels. George Mason, auteur de la déclaration des droits de la Virginie, adoptée en 1776, faisait partie des trois constituants qui avaient refusé de signer le document final, parce que le texte n'énumérait pas les droits de la personne. Aux côtés de Patrick Henry, il avait fait vigoureusement campagne contre la ratification de la Constitution par la Virginie. En définitive, cinq Etats n'avaient ratifié le texte qu'à la condition d'y rajouter immédiatement des amendement sur les droits de l'homme.

Quand le premier Congrès se réunit à New York en septembre 1789, ce fut presque à l'unanimité que la Chambre réclama des amendements à la Constitution en vue de protéger les droits de l'individu. Le Congrès eut tôt fait d'en adopter douze ; en décembre 1791, le nombre des Etats qui avaient approuvé dix des amendements proposés était suffisant pour que le texte fût incorporé à la Constitution. Ce sont ces dix amendements que l'on appelle la «Déclaration des Droits». Ils garantissent la liberté de la parole, de la presse et de la religion et le droit qu'a le peuple de s'assembler pacifiquement et d'adresser des pétitions au gouvernement (Premier Amendement) ; la protection du citoyen contre les perquisitions abusives, les saisies de biens et l'arrestation des personnes (Quatrième Amendement) ; le droit de bénéficier d'une «procédure légale régulière» (*due process of law*) au pénal (Cinquième Amendement) ; le droit d'être jugé promptement, publiquement et impartialement (Sixième Amendement) ; le droit d'être protégé contre des châtements cruels et exceptionnels (Huitième Amendement) ;

et le fait que le peuple conserve les droits non énumérés dans la Constitution (Neuvième Amendement).

Depuis l'adoption de la Déclaration des Droits, seuls seize amendements ont été rajoutés à la Constitution. Si quelques-uns réformaient la structure et le fonctionnement du gouvernement fédéral, presque tous étaient conformes au précédent établi par la Déclaration des Droits et visaient à mieux garantir les droits et libertés de la personne.

---

**LE PRESIDENT  
WASHINGTON**

Une des dernières initiatives prises par le Congrès de la Confédération concernait l'organisation de la première élection présidentielle et le choix du 4 mars 1789 pour l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement. Pour assumer la direction de l'Etat, un nom était sur toutes les lèvres, celui de George Washington, qui fut élu à l'unanimité le 30 avril 1789. En prononçant le serment que prête chaque président depuis, Washington s'engagea à s'acquitter loyalement des devoirs de sa charge et à faire de son mieux pour «sauvegarder, protéger et défendre la Constitution des Etats-Unis».

Quand George Washington entra en fonctions, la nouvelle Constitution ne pouvait s'appuyer ni sur une tradition ni sur le soutien d'une opinion publique organisée. De plus, le nouveau gouvernement devait encore créer ses propres rouages. Aucun impôt ne rentrait. En attendant l'institution d'un système judiciaire, il n'existait aucun moyen de faire appliquer la loi. L'armée était modeste, la marine inexistante.

Le Congrès s'empessa de créer le département d'Etat et celui du Trésor, qu'il confia respectivement à Thomas Jefferson et à Alexander Hamilton. Dans le même temps, il mit en place le pouvoir judiciaire, en instituant non seulement une Cour suprême composée d'un président et de cinq juges, mais aussi trois tribunaux itinérants et treize tribunaux de district. Il désigna également un secrétaire à la Guerre et un *attorney general* (secrétaire à la Justice). Comme Washington ne prenait généralement aucune décision sans avoir consulté ces hommes dont il appréciait le jugement, le cabinet présidentiel se mit en place ; il allait se composer des chefs de tous les départements que le Congrès pourrait créer.

Pendant ce temps, l'essor du pays se poursuivait, et l'immigration en provenance de l'Europe ne cessait d'augmenter. La population gagnait l'Ouest : les habitants de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie s'installaient en Ohio, ceux de la Virginie et des Carolines, au Kentucky et dans le Tennessee. On pouvait acquérir de bonnes terres pour des sommes modiques ; le besoin de main-d'œuvre était important. Les riches vallées qui s'étiraient dans le nord de l'Etat de New York, en Pennsylvanie et en Virginie n'allaient pas tarder pas à devenir les greniers à blé du pays.

Si beaucoup d'objets usuels étaient encore fabriqués à domicile, l'aube de la révolution industrielle pointait déjà. Le Massachusetts et le Rhode Island jetaient les bases d'une importante industrie textile ; le Connecticut se lançait dans la quincaillerie et l'horlogerie ; l'Etat de New York, le New Jersey et la Pennsylvanie produisaient du papier, du verre et du fer. Le trafic maritime avait pris une telle extension que les Etats-Unis arrivaient au second rang, juste derrière l'Angleterre. Dès avant 1790, des navires américains se rendaient en Chine pour y vendre des fourrures et en rapporter du thé, des épices et de la soie.

A ce stade crucial pour l'essor de la nation, la direction éclairée de Washington fut capitale. Il sut organiser un gouvernement national, prendre des mesures concernant le peuplement dans des territoires antérieurement détenus par l'Angleterre et l'Espagne, stabiliser la frontière du Nord-Ouest et surveiller l'admission de trois nouveaux Etats : le Vermont (1791), le Kentucky (1792) et le Tennessee (1796). Finalement, dans son discours d'adieu, Washington recommanda à la nation de «se tenir à l'écart de toute alliance permanente avec quelque partie que ce soit du reste du monde». Ce conseil influa sur le comportement des futures générations d'Américains vis-à-vis de l'étranger.

---

**L'AFFRONTEMENT ENTRE HAMILTON ET JEFFERSON** Le conflit qui, dans les années 1790, opposa les fédéralistes aux antifédéralistes eut de profondes répercussions sur l'histoire des Etats-Unis. Les fédéralistes, regroupés derrière Alexander Hamilton, dont la femme appartenait à la

riche famille Schuyler, défendaient les intérêts d'une classe de négociants citadins installés dans les grands ports maritimes ; les antifédéralistes, conduits par Thomas Jefferson, faisaient entendre la voix du monde rural et des Sudistes. Le différend portait sur le rôle du gouvernement fédéral par opposition à celui des différents Etats ; les fédéralistes voulaient renforcer le pouvoir fédéral et les antifédéralistes plaidaient pour les droits des Etats.

Hamilton prônait le renforcement du gouvernement central, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie. Il apportait à la vie publique son amour de l'efficacité, de l'ordre et de l'organisation. La Chambre des représentants lui ayant demandé d'élaborer un plan pour le «soutien adéquat du crédit public», il formula et soutint des principes à la fois de politique économique et de politique intérieure.

L'Amérique, faisait-il remarquer, avait besoin de crédit pour son développement industriel, ses activités commerciales et le fonctionnement de son gouvernement. Elle devait également jouir de l'entière confiance et de l'appui total de sa population. Nombreux étaient ceux qui refusaient d'honorer la dette publique ou voulaient n'en régler qu'une partie, mais Hamilton insista pour que les créances fussent intégralement remboursées et que le gouvernement fédéral prisse à sa charge les dettes en souffrance contractées par les Etats durant la guerre d'Indépendance.

Hamilton fonda également une Banque des Etats-Unis, habilitée à ouvrir des succursales dans le pays. Il créa un institut national d'émission de la monnaie et préconisa la mise en place de tarifs douaniers protectionnistes, en arguant de la théorie de «l'industrie naissante», selon laquelle la protection temporaire des entreprises nouvelles pouvait contribuer au développement d'industries nationales compétitives. Ces mesures encouragèrent le commerce et l'industrie, favorisant la formation d'un groupe d'hommes d'affaires qui soutenaient fermement le gouvernement.

Jefferson, pour sa part, était en faveur d'une république agraire décentralisée. Il reconnaissait l'importance d'un gouvernement central fort en matière de relations internationales, mais il ne voulait pas que son autorité soit aussi grande dans les autres domaines. Hamilton cherchait à assu-

rer l'efficacité du gouvernement, tandis que Jefferson avait déclaré : «Je ne suis pas partisan d'un gouvernement très énergique.» Hamilton craignait l'anarchie et sa réflexion l'amena à rechercher l'ordre ; Jefferson redoutait la tyrannie et sa pensée était tout entière tournée vers la liberté.

Les Etats-Unis avaient besoin de ces deux influences. Ce fut une chance pour le pays de posséder deux hommes de cette trempe et de pouvoir, avec le temps, fondre en un tout harmonieux les principaux traits de leurs conceptions respectives. Un conflit qui éclata entre eux, peu après que Jefferson eut pris ses fonctions de secrétaire d'Etat, aboutit à une interprétation nouvelle et très importante de la Constitution. En effet, lorsque Hamilton présenta son projet de loi en vue de créer une banque nationale, Jefferson y fit obstacle. Au nom de ceux qui défendaient les droits des Etats, il soutint que la Constitution énumérait expressément les pouvoirs dévolus au gouvernement fédéral et réservait les autres aux Etats. Selon lui, il n'y figurait aucune mention quant au droit du gouvernement fédéral de créer une banque.

Hamilton rétorqua que, devant la multitude des détails inhérents à certains domaines, un grand nombre de pouvoirs devaient découler implicitement de dispositions générales, et notamment de celle qui habilitait le Congrès à «faire toutes les lois qui seront nécessaires et convenables» pour l'exercice d'autres pouvoirs spécifiquement octroyés. Or la Constitution autorisait le gouvernement fédéral à lever et recouvrer les impôts, à payer les dettes et contracter des emprunts. Une banque nationale faciliterait ces opérations. En vertu de ses pouvoirs implicites, le Congrès était donc habilité à créer une telle banque ; George Washington et le Congrès acceptèrent le point de vue de Hamilton, établissant ainsi un précédent quant à la possibilité de donner aux pouvoirs du gouvernement fédéral une interprétation élargie.

---

**LE CITOYEN  
GENET ET LA  
POLITIQUE  
ETRANGERE** L'une des premières tâches du nouveau gouvernement était de renforcer l'économie nationale et d'assurer la sécurité financière du pays, mais les Etats-Unis ne pouvaient se désintéresser des relations avec l'étranger. L'axe essentiel de

la politique étrangère de Washington fut de sauvegarder la paix, de donner au pays le temps de se remettre de ses blessures et de permettre la poursuite des lents progrès de l'intégration nationale. Les événements, en Europe, menaçaient de compromettre la réalisation de ces objectifs. Un grand nombre d'Américains suivaient le déroulement de la Révolution française avec un vif intérêt et une profonde sympathie, quand, en avril 1793, parvint une nouvelle qui allait faire de ce conflit un élément crucial de la politique américaine. La France avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, et un nouveau représentant de la République française, que l'on appelait le «citoyen Genêt» (Edmond Charles Genêt), allait bientôt arriver aux Etats-Unis.

Après l'exécution de Louis XVI en janvier 1793, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Hollande étaient entrées en guerre contre la France. Conformément au traité franco-américain de 1778, il existait entre les Etats-Unis et la France une alliance permanente, et l'Amérique était obligée d'aider la France à défendre les Antilles. Mais le pays se trouvait en position de faiblesse, tant sur le plan militaire que dans le domaine économique, et ne pouvait se permettre de s'engager dans une autre guerre contre les principales puissances européennes. Le 22 avril 1793, Washington abrogea les clauses du traité de 1778 qui avait aidé les Américains à obtenir leur indépendance ; il proclama que les Etats-Unis adoptaient une attitude «amicale et impartiale envers les puissances belligérantes». A son arrivée, Genêt fut chaleureusement acclamé par nombre de citoyens, mais traité avec une froide courtoisie par les autorités américaines. Furieux, il enfreignit son engagement de ne pas armer en corsaire un navire britannique capturé par la France. En guise de justification, il menaça d'en appeler directement à l'opinion publique américaine, en court-circuitant le gouvernement. Peu après, les Etats-Unis réclamèrent son rappel.

L'affaire Genêt tendit les relations entre l'Amérique et la France à un moment où, par ailleurs, les rapports avec l'Angleterre étaient loin d'être satisfaisants. Des garnisons britanniques occupaient encore nombre de forts dans l'Ouest ; les biens emportés par les soldats anglais durant la guerre d'Indépendance n'avaient pas été restitués et leurs proprié-

taires n'avaient pas été indemnisés ; de plus, la marine anglaise arraisonnait les navires en route vers des ports français. John Jay, qui était le premier à exercer les fonctions de président de la Cour suprême, fut dépêché à Londres en mission extraordinaire pour mettre un terme à cette situation. Il négocia un traité prévoyant le retrait des troupes anglaises des forts qu'elles occupaient et l'engagement que Londres paierait des indemnités pour les navires et le fret saisis par les Britanniques en 1793 et 1794. Les Américains, qui se trouvaient en position de faiblesse, avaient dû accepter d'importantes restrictions à leur commerce avec les Antilles ; en outre, le traité ne faisait pas mention des navires américains qui pourraient être saisis à l'avenir ni de l'enrôlement forcé de marins américains dans la marine britannique. Jay dut également se ranger au point de vue anglais selon lequel le matériel naval et militaire ne pouvait être acheminé dans les ports ennemis par les bateaux de pays neutres sous peine d'être considéré comme une marchandise de contrebande.

Le traité négocié par Jay donna lieu à un débat houleux entre les antifédéralistes, désormais appelés républicains, et les fédéralistes. Ces derniers étaient favorables à une politique pro-britannique, car les intérêts commerciaux qu'ils représentaient tiraient profit du commerce avec la Grande-Bretagne ; à l'opposé, les républicains appuyaient la France, surtout pour des raisons idéologiques, et estimaient que le traité était trop favorable aux Anglais. Pourtant, au terme d'une longue controverse, il fut ratifié par le Sénat.

---

**ADAMS ET JEFFERSON** **W**ashington se retira en 1797, se refusant fermement à demeurer plus de huit ans à la tête du pays. Son vice-président, John Adams, du Massachusetts, fut élu pour lui succéder. Avant même d'accéder à la présidence, John Adams s'était brouillé avec Alexander Hamilton et se trouvait ainsi handicapé par la division de son parti.

Vinrent se greffer des complications d'ordre international : la France, irritée par le traité récemment conclu par Jay avec la Grande-Bretagne, retournait à son avantage l'ar-

gument britannique et déclarait que les produits alimentaires ainsi que le matériel naval et militaire destinés à des ports ennemis étaient susceptibles d'être saisis par la marine française. En 1797, la France avait saisi 300 navires américains et rompu ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Quand Adams envoya trois nouveaux négociateurs à Paris, des agents de Talleyrand, alors ministre français des Affaires étrangères, désignés dans un rapport présidentiel au Congrès sous les initiales X, Y et Z, informèrent les Américains que toute reprise des négociations serait subordonnée à l'octroi par les Etats-Unis d'un prêt de douze millions de dollars et au paiement de pots-de-vin à des représentants du gouvernement français. L'indignation des Américains fut à son comble : le gouvernement leva des troupes et renforça sa marine encore peu développée.

En 1799, au terme d'une série d'engagements sur mer avec les Français, la guerre semblait inévitable. Mais, à l'occasion de cette crise, Adams rejeta les conseils de Hamilton qui aurait voulu la guerre et dépêcha trois nouveaux émissaires en France. Napoléon, qui venait à peine de prendre le pouvoir, les reçut avec cordialité ; la menace de conflit disparut grâce à la convention de 1800 qui relevait officiellement les Etats-Unis de leur alliance militaire de 1778 avec la France. Mais les Américains, toujours en position de faiblesse, n'obtinrent pas des Français le versement des vingt millions de dollars d'indemnités qu'ils réclamaient en dédommagement des saisies de navires opérées par la marine française.

Le Congrès, de plus en plus hostile à la France, vota alors un train de lois sur les Etrangers et la Sédition (*Alien and Sedition Acts*) qui eurent de graves répercussions sur les libertés civiques américaines. La loi sur la Naturalisation, qui portait de 5 à 14 ans la période de résidence requise pour obtenir la citoyenneté américaine, visait les immigrants irlandais et français soupçonnés d'être favorables aux républicains. La loi sur les Etrangers, appliquée pendant deux ans seulement, donnait au président le pouvoir d'expulser ou d'incarcérer les étrangers en temps de guerre. La loi sur la Sédition interdisait tout écrit, discours ou publication de nature «mensongère, scandaleuse et malveillante» dirigé contre

le président ou le Congrès. Les rares condamnations prononcées en vertu de ce texte érigèrent les victimes en martyrs utiles à la cause des libertés civiques et renforcèrent le soutien dont bénéficiaient les républicains.

Ces mesures législatives se heurtèrent en effet à une vive résistance. Jefferson et Madison appuyèrent même l'adoption des résolutions du Kentucky et de la Virginie par les assemblées de ces deux Etats, en novembre et décembre 1798. Ces dispositions donnaient aux Etats le droit de «s'interposer» pour faire obstacle à des initiatives prises par le gouvernement fédéral, voire de les «déclarer nulles et non avenues». Les Etats sudistes allaient par la suite utiliser cette doctrine de l'annulation pour défendre leurs intérêts vis-à-vis des nordistes sur la question des tarifs douaniers et, de manière plus inquiétante, à propos de l'esclavage.

En 1800, le peuple américain était mûr pour le changement. Sous les présidences de Washington et d'Adams, les fédéralistes avaient établi un gouvernement fort, mais celui-ci oubliait parfois d'honorer le principe selon lequel les autorités américaines doivent se montrer attentives à la volonté du peuple. Ils avaient suivi une politique qui contribua beaucoup à leur aliéner un grand nombre de personnes. Par exemple, en 1798, ils avaient adopté une taxe sur les maisons, sur la terre et sur les esclaves, qui touchait tous les propriétaires du pays.

Jefferson avait patiemment rassemblé à ses côtés une multitude de petits cultivateurs, de boutiquiers et d'autres travailleurs qui firent entendre leur voix au cours des élections de 1800 et le portèrent à la présidence. Il jouissait d'une extraordinaire popularité parce qu'il en appelait à l'idéalisme américain. Son discours d'investiture, le tout premier prononcé dans la nouvelle capitale de Washington, promettait au peuple «un gouvernement sage et économe» qui maintiendrait l'ordre parmi les habitants mais les «laisserait, par ailleurs, libres de régler la poursuite de leurs activités et l'amélioration de leur condition».

Par sa seule présence à la Maison-Blanche, Jefferson encourageait les comportements démocratiques. Il demandait à ses collaborateurs de se considérer comme de simples mandataires du peuple. Il encourageait l'agriculture et l'ex-

pansion vers l'ouest. Convaincu que l'Amérique devait être un havre pour les opprimés, il favorisa l'adoption d'une loi libérale sur la naturalisation. Dès la fin de 1809, son prévoyant secrétaire au Trésor, Albert Gallatin, avait ramené la dette publique à moins de soixante millions de dollars. A mesure que la ferveur des électeurs pour Jefferson gagnait le pays, les Etats décidèrent l'un après l'autre de ne plus subordonner l'exercice du droit de vote à la possession d'un minimum de biens et promulguèrent des lois plus humaines à l'encontre des débiteurs et des délinquants.

---

**LA LOUISIANE  
ET LA GRANDE-  
BRETAGNE**

L'une des initiatives de Jefferson eut pour effet de doubler la superficie du territoire national. Au terme de la guerre de Sept ans, la France avait cédé à l'Espagne les territoires qui lui appartenaient à l'ouest du Mississippi, y compris le port de La Nouvelle-Orléans, près de l'embouchure du fleuve. Or ce port était indispensable à l'expédition des produits américains en provenance des vallées de l'Ohio et du Mississippi. Peu après l'accession de Jefferson à la présidence, Napoléon obligea le gouvernement espagnol affaibli à rétrocéder à la France l'immense territoire désigné sous le nom de Louisiane. Cette démarche remplit d'appréhension les Américains indignés. Les projets de Napoléon visaient à la création d'un vaste empire colonial à l'ouest des Etats-Unis et constituaient en effet une menace pour les droits commerciaux comme pour la sécurité de toutes les colonies américaines de l'intérieur. Si la France reprenait possession de la Louisiane, affirmait Jefferson, «l'Amérique devrait aussitôt contracter une alliance avec la flotte et la nation britanniques».

Napoléon, de son côté, sachant qu'une nouvelle guerre avec la Grande-Bretagne était imminente, résolut de renflouer les caisses de l'Etat et de mettre la Louisiane hors d'atteinte des Anglais en la cédant aux Etats-Unis. Jefferson se trouva placé devant un dilemme constitutionnel, car l'achat d'un territoire par le pouvoir fédéral n'était pas prévu dans la Constitution. Jefferson envisagea d'abord de l'amender, mais ses conseillers lui donnèrent à entendre que tout retard amènerait peut-être Napoléon à changer d'idée ; ils

soutinrent que le pouvoir d'acheter un territoire était inhérent au pouvoir de conclure des traités. Jefferson se laissa fléchir et déclara que «le bon sens dont fait preuve notre pays corrigera les effets néfastes d'un texte imprécis chaque fois que cette imprécision risque d'être pernicieuse».

C'est ainsi que, pour la somme de quinze millions de dollars, les Etats-Unis acquirent en 1803 un territoire de plus de 2 600 000 kilomètres carrés comprenant le port de La Nouvelle-Orléans. Le pays se trouvait désormais en possession d'un immense territoire couvert de forêts, de montagnes, de voies fluviales et de plaines fertiles qui, en moins de quatre-vingts ans, allait devenir le cœur de la nation et l'un des plus grands greniers du monde.

Au moment d'entamer son second mandat en 1805, Jefferson proclama la neutralité des Etats-Unis dans le conflit qui opposait la Grande-Bretagne à la France. Toutes deux cherchaient à instituer un blocus pour empêcher les navires neutres de ravitailler l'adversaire. Les Britanniques, maîtres des mers, constituaient une menace bien plus sérieuse pour le commerce américain que n'importe quelle initiative prise par la France napoléonienne.

Les Anglais s'étaient dotés d'une flotte de guerre composée de 700 vaisseaux ayant à leur bord quelque 150 000 matelots et fusiliers marins. Cette force navale impressionnante leur assurait la domination des voies maritimes, isolait les ports français, protégeait le commerce britannique et assurait le maintien des liens vitaux entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Mais les équipages anglais avaient des conditions de vie si rudes qu'il était impossible de recruter des volontaires. Nombreux étaient les matelots qui désertaient et cherchaient refuge sur les bateaux américains. Les officiers britanniques s'estimaient donc en droit d'arraisonner ces navires pour s'assurer de la personne de tout sujet britannique trouvé à leur bord, cela à la grande humiliation des Américains. En outre, ils enrôlaient souvent de force des marins américains.

Quand Jefferson, dans une proclamation, mit en demeure les vaisseaux de guerre britanniques de quitter les eaux territoriales américaines, les Anglais réagirent en enlevant davantage encore de matelots américains. Jefferson dé-

cida alors de prendre des mesures de rétorsion économiques pour contraindre la Grande-Bretagne à faire marche arrière. En décembre 1807, le Congrès adopta la loi sur l'Embargo, qui interdisait tout commerce avec l'étranger. Paradoxalement, les républicains, partisans acharnés de la limitation des pouvoirs du gouvernement fédéral, avaient adopté une loi qui augmentait considérablement ses prérogatives. En l'espace d'une seule année, les exportations américaines tombèrent à un cinquième de leur volume antérieur. L'embargo eut pour effet de ruiner presque totalement les armateurs et provoqua le mécontentement de la Nouvelle-Angleterre et de l'Etat de New York. Les agriculteurs découvrirent, eux aussi, qu'ils subissaient de lourdes pertes, car les prix s'étaient effondrés lorsque les exploitants du Sud et de l'Ouest n'avaient pu exporter leurs excédents de céréales, de viande et de tabac.

L'espoir que l'embargo affamerait la Grande-Bretagne et l'obligerait à modifier sa politique se révéla mal fondé. Le mécontentement ne cessant de croître à l'intérieur, Jefferson adopta une mesure d'apaisement qui devait lui concilier les armateurs et les milieux du commerce maritime. En 1809, il signa une loi (*Non-Intercourse Act*) qui autorisait le commerce avec tous les pays, sauf la France, la Grande-Bretagne et leurs possessions.

James Madison succéda à Jefferson en 1809. Les rapports avec la Grande-Bretagne s'envenimèrent ; les deux pays s'acheminaient rapidement vers la guerre. Madison présenta au Congrès un rapport détaillé, citant plusieurs milliers de cas d'enrôlement forcé de citoyens américains dans la marine anglaise. De plus, des colons du Nord-Ouest avaient été attaqués par des Indiens, et l'on avait tout lieu de croire que c'était à l'instigation d'agents britanniques au Canada, ce qui conduisit nombre d'Américains à réclamer la conquête de ce territoire. En cas de succès, cette tentative aurait eu pour effet de supprimer l'influence britannique sur les Indiens et d'ouvrir de nouveaux espaces à la colonisation. Le désir de conquérir le Canada, conjugué au profond ressentiment que suscitait l'enrôlement forcé des marins américains, favorisa une grande ferveur belliqueuse et, en 1812, les Etats-Unis déclaraient la guerre à l'Angleterre.

**LA GUERRE  
DE 1812**

Tandis que le pays se préparait à une nouvelle guerre contre les Anglais, de graves dissensions internes déchiraient les Etats-Unis. Alors que le Sud et l'Ouest se déclaraient favorables à la guerre, l'Etat de New York et la Nouvelle-Angleterre s'y opposaient, car le conflit allait perturber leurs activités commerciales. La déclaration de guerre avait eu lieu alors que les forces armées étaient loin d'y être préparées. Les troupes régulières comptaient un peu moins de 7 000 soldats, disséminés dans des postes écartés les uns des autres. Ils devaient être appuyés par les milices indisciplinées des divers Etats.

Les hostilités débutèrent par l'invasion du Canada qui, si elle avait été convenablement conçue et exécutée, aurait permis une action concertée contre Montréal. Mais la campagne tout entière échoua et se termina par l'occupation de Detroit par les Anglais. La marine américaine, néanmoins, remportait des victoires qui redonnaient confiance au pays. En outre, les corsaires américains qui écumaient l'Atlantique avaient capturé 500 bateaux britanniques au cours de l'automne et de l'hiver 1812-1813.

La campagne de 1813 se concentra autour du lac Erié. En vue de libérer Detroit, le général William Henry Harrison – futur président des Etats-Unis – avait pris la tête d'une armée de miliciens, de volontaires et de réguliers du Kentucky. Le 12 septembre, alors qu'il se trouvait encore sur le cours supérieur de l'Ohio, il apprit que le commodore Oliver Hazard Perry avait anéanti la flotte ennemie sur le lac Erié. Il reprit Detroit et poussa jusqu'au Canada. La région tout entière était à présent entre les mains des Américains.

Un autre tournant décisif de la guerre se situa une année plus tard : ce fut le combat au canon, à bout portant, au cours duquel le commodore Thomas Macdonough défit une flottille britannique sur le lac Champlain. Privée de tout soutien naval, une armée d'invasion britannique forte de 10 000 hommes dut se replier au Canada. A peu près au même moment, une flotte anglaise ayant reçu l'ordre de tout «détruire et ravager» harcelait la côte atlantique. Dans la nuit du 24 août 1814, un corps expéditionnaire envahit la ville de Washington, siège du gouvernement fédéral, et y mit le feu. Le président Madison dut se réfugier en Virginie.

Pendant que la guerre faisait rage, les négociateurs britanniques et américains s'efforçaient à qui mieux mieux d'obtenir des concessions de l'adversaire. Cependant, les envoyés britanniques décidèrent de concéder la victoire à leurs adversaires quand ils apprirent la victoire de Macdonough sur le lac Champlain. Pressés par le duc de Wellington d'arriver à une solution et préoccupés par l'épuisement du Trésor britannique, les négociateurs anglais acceptèrent de signer la Paix de Gand en décembre 1814. Ce traité, qui prévoyait la cessation des hostilités, la restitution des territoires conquis et l'établissement d'une commission chargée de régler les différends frontaliers, mit fin à la guerre. Mais les deux parties en présence sur le terrain, ignorant tout de la signature du traité de paix, continuèrent de s'affronter à La Nouvelle-Orléans et en Louisiane. Sous la direction du général Andrew Jackson, les Américains remportèrent alors la victoire terrestre la plus spectaculaire de toute la guerre.

Tandis que les Britanniques et les Américains négociaient le traité, les délégués fédéralistes choisis par les assemblées législatives du Massachusetts, du Rhode Island, du Connecticut, du Vermont et du New Hampshire s'étaient réunis à Hartford, dans le Connecticut, pour manifester leur opposition à «la guerre de M. Madison». La Nouvelle-Angleterre s'était arrangée pour poursuivre son commerce avec l'ennemi pendant tout le conflit et, en réalité, plusieurs régions avaient prospéré grâce à ces échanges. Néanmoins, les fédéralistes prétendaient que la guerre ruinait l'économie. Certains délégués à la convention de Hartford réclamaient la sécession de leurs Etats, mais la majorité indiqua qu'elle se contenterait de quelques amendements à la Constitution, destinés à limiter l'influence des républicains ; il s'agissait, entre autres, de ne pas autoriser d'embargo d'une durée supérieure à soixante jours et d'interdire l'élection de plusieurs présidents successifs originaires d'un même Etat. Mais, au moment où les messagers de la convention atteignaient Washington, ils apprirent que la guerre était finie. La convention de Hartford eut cependant pour effet de jeter le discrédit sur les fédéralistes qui furent accusés d'un manque de loyalisme envers l'Union et ne s'en remirent jamais.

**LE SECOND GRAND REVEIL**

*A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, nombre d'Américains instruits avaient cessé de croire à la religion chrétienne traditionnelle. En réaction contre la laïcité ambiante, un réveil religieux balaya tout le pays – du Connecticut au New Hampshire – au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.*

*Cette seconde grande renaissance religieuse de l'histoire des Etats-Unis, connue sous le nom de revival, donna lieu à différentes sortes d'activités qui toutes se distinguaient par une mise en scène et des moyens d'expression propres à stimuler la ferveur religieuse. En Nouvelle-Angleterre, le regain d'intérêt pour la religion fut à l'origine d'une vague de militantisme social. Dans l'ouest de l'Etat de New York, l'esprit du nouveau religieux encouragea l'apparition de nouvelles confessions. Dans la région des Appalaches, du Kentucky et du Tennessee, cette renaissance profita surtout aux méthodistes et aux baptistes, et fit surgir une nouvelle forme de manifestation religieuse : le camp meeting (rassemblement religieux en plein air).*

*Par opposition au grand réveil des années 1730, le revival de l'Est fut caractérisé par une absence d'hystérie et une certaine retenue émotionnelle. Les non-croyants étaient même impressionnés par le «silence respectueux» des témoins de la foi.*

*L'enthousiasme spirituel de la Nouvelle-Angleterre donna naissance à un certain nombre de sociétés missionnaires interconfessionnelles, dont la vocation était d'évangéliser l'Ouest. Les membres de ces sociétés ne se contentaient pas d'agir en apôtres de la foi, mais se transformaient en enseignants, en dirigeants civiques et en propagateurs de la culture urbanisée de la côte est. Des sociétés d'édition et des associations d'enseignants répandaient l'éducation chrétienne, comme ce fut tout particulièrement le cas pour les membres de l'American Bible Society, fondée en 1816. Le militantisme social, inspiré par le réveil religieux, suscita également la création de groupes abolitionnistes et la fondation d'une société de tempérance. Il encouragea divers efforts visant à réformer les prisons et les établissements réservés aux malades psychiatriques et aux handicapés.*

*Dans l'ouest de l'Etat de New York, le revival fut largement l'œuvre d'un juriste domicilié dans la ville d'Adams, Charles Gradison Finney. La zone située entre le lac Ontario et les monts Adirondack avait été la scène de tant de réveils religieux dans le passé qu'on l'appelait le «Burned-Over District», la zone brûlée. En 1821, Charles Finney avait bénéficié d'une illumination et pris la route pour prêcher l'Évangile dans l'ouest de l'Etat de New York. Les assemblées religieuses qu'il dirigeait se caractérisaient par une préparation soigneuse, une vraie mise en scène et une campagne publicitaire. Charles Finney prêcha dans le «Burned-Over District» pendant toutes les années 1820 et au début des années 1830, avant de s'installer en 1835 dans l'Ohio où il occupa une chaire de théologie à l'Oberlin College. Il devint par la suite président de cet établissement.*

*Deux autres courants religieux importants en Amérique, celui des mor-*

*mons et celui des adventistes du septième Jour, prirent aussi naissance dans le même secteur.*

*Dans la région des Appalaches, la renaissance religieuse prit des aspects similaires à ceux du grand réveil survenu pendant le siècle précédent. Mais elle était axée sur le camp meeting que l'on définissait alors comme «un service religieux de plusieurs jours organisé pour un groupe de personnes réduites à s'abriter sur place, parce qu'elles étaient trop loin pour rentrer chez elles». Dans les régions faiblement peuplées, les pionniers considéraient le camp meeting comme un remède à la vie solitaire que l'on menait sur la frontière. La simple exaltation que l'on éprouvait à l'idée de participer à un revival religieux, au milieu de centaines voire de milliers de personnes, inspirait les danses, les cris et les chants indissociables de ces manifestations.*

*Le premier camp meeting eut lieu en juillet 1800, à Gasper River Church, dans le sud-ouest du Kentucky. Il y en eut un autre, plus vaste encore, à Cane Ridge, toujours dans le Kentucky, en août 1801 ; on y compta entre 10 000 et 25 000 personnes avec la participation de pasteurs presbytériens, baptistes et méthodistes. Ce fut cet événement qui donna au mouvement organisé du revival religieux le caractère d'un instrument mis au service de confessions telles que celles des méthodistes et des baptistes.*

*Cette renaissance religieuse s'étendit rapidement dans tout le Kentucky, le Tennessee et le sud de l'Ohio, pour le plus grand profit des méthodistes et des baptistes. Chacune de ces deux Eglises avait en effet des atouts qui lui permettaient de se développer sur la frontière. Les méthodistes bénéficiaient d'une organisation très efficace, animée par un réseau de pasteurs itinérants qui allaient chercher les fidèles jusqu'au fin fond de la frontière. Ces prédicateurs itinérants étaient issus du peuple, ce qui leur facilitait le contact avec les familles de la frontière qu'ils espéraient convertir.*

*Les baptistes, pour leur part, n'avaient pas d'Eglise organisée. Leurs prédicateurs-paysans étaient des gens qui avaient entendu «l'appel» de Dieu, étudié la Bible et fondé une paroisse, dans le cadre de laquelle ils étaient ordonnés. D'autres candidats au pastorat en sortirent et aidèrent les baptistes à manifester leur présence au loin, dans les grands espaces sauvages de l'Ouest. Grâce à l'emploi de ces méthodes, l'Eglise baptiste devint l'institution religieuse dominante dans tous les Etats de la frontière et dans la plus grande partie du Sud.*

*Le second grand réveil laissa une empreinte profonde sur l'histoire des Etats-Unis. La force numérique des baptistes et des méthodistes s'éleva beaucoup plus que celle des anglicans, des presbytériens et des congrégationalistes qui avaient dominé la période coloniale. Ces derniers firent alors un effort pour appliquer les enseignements du christianisme à la solution des problèmes sociaux, ce qui laissait présager l'évangile social de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais l'Amérique était devenue une nation plus diversifiée dès le début de ce siècle et les différences croissantes entre les multiples tendances du protestantisme américain reflétaient cette diversité et contribuaient à l'accroître. ★*